

DE GRENELLE À LA RÉPRESSION...

Depuis de nombreux mois, étudiants et jeunes ouvriers, à l'Ouest et à l'Est de l'Europe, remettent vigoureusement en cause les superstructures sociales.

Dans ces conditions, il était normal qu'ils se heurtent à la fois à la bourgeoisie «*occidentale*» et à la bureaucratie «*orientale*».

Telle est d'ailleurs la signification profonde de la politique dite de la «*coexistence pacifique*».

En France, l'action des jeunes a servi de détonateur au plus important mouvement de l'histoire du prolétariat français.

Ainsi, la lutte des classes a pu franchir une nouvelle et importante étape.

Le 14 mai, les travailleurs de Sud-Aviation décident la grève générale illimitée avec occupation d'usine.

En une semaine, spontanément, la classe ouvrière française se mobilise. Bientôt 10 millions de grévistes affirment dans les usines, les bureaux, les chantiers et dans la rue, leur volonté de changement.

Et... ce furent les accords de Grenelle, les discours de De Gaulle, la dissolution de la chambre et Waldeck-Rochet relevant, dès le 30 mai 1968, «*le défi électoral*».

Dès lors, les jeux sont faits... L'acceptation des élections implique obligatoirement la fin de la grève.

Il n'y aura plus d'entretien de Grenelle. Les accords se feront au petit bonheur la chance: «*branche par branche*» et bientôt «*entreprise par entreprise*».

Politiquement De Gaulle et Pompidou ont gagné. Il ne leur restera plus qu'à faire confirmer leur victoire par une majorité électorale traumatisée et qui retrouve (o dérision!) la crainte ancestrale du «*partageux*».

Paradoxalement, l'action de 10 millions de grévistes aura abouti à renforcer - au moins en apparence - le pouvoir et à des augmentations de salaires dont De Gaulle lui-même a pris soin de nous prévenir quelles étaient illusoires.

Maintenant, il faut voir la situation avec lucidité. Les accords de Grenelle n'ont rien changé. Le chômage va encore s'aggraver, la situation économique continue à se détériorer.

Quelles que soient les responsabilités des uns ou des autres, nous risquons fort de nous trouver dans la situation de l'Italie des années 20-21.

La dissolution par Pompidou des «*groupuscules*» dénoncés par Waldeck-Rochet est plus qu'in-

quiétante et nos camarades de la C.G.T. devraient, comme nous le faisons nous-mêmes, placer leur attachement aux libertés ouvrières avant leurs préférences idéologiques.

Le résultat des législatives est, par ailleurs, hautement significatifs.

Comme il était prévisible, nous avons assisté à la victoire du «*parti de la trouille*».

Or en politique, comme ailleurs, la peur est mauvaise conseillère.

Dans la lutte, la classe ouvrière a su réaliser son unité. Cela, aussi bien que nous, la bourgeoisie le sait. Dans la mesure où elle choisit la répression, il est fou d'espérer qu'elle la limite aux seuls «*groupuscules*».

La machine totalitaire - si elle se met en route - n'épargnera rien ni personne! Alors, aujourd'hui encore et plus que jamais, en dépit des regrets, des rancœurs justifiés ou non:

Action commune de classe sur un terrain de classe commun!

Alexandre HÉBERT.
